



Union Départementale des syndicats
Cgt FORCE OUVRIERE de la Haute-Loire

Service de presse

Tel: 04 71 05 43 00 e-mail : udfo43@wanadoo.fr
1 avenue de Saint Flory 43000 LE PUY EN VELAY

Le Puy, le 13 juillet 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Déclaration d'Emmanuel Macron : réaction du bureau de l'Union Départementale FO de la Haute-Loire

Le Président de la République s'est exprimé le 12 juillet 2021. Pour l'Union Départementale FO les annonces qui ont été faites continuent dans les orientations tracées depuis un an : utiliser la pandémie pour remettre en cause les droits collectifs et les libertés.

Il s'en est pris explicitement aux soignants rendus responsables de la pandémie, aux demandeurs d'emplois rendus responsables du chômage, aux retraites des salariés et aux régimes spéciaux rendus responsables des problèmes économiques. C'est inacceptable !

C'est le gouvernement qui est responsable de la dégradation des capacités d'hospitalisation, pas les soignants ! En mars et avril 2020, ils ont du aller au travail sans les équipements de protection élémentaires, les stocks stratégiques ayant été détruits et les productions ayant été délocalisées. Depuis un an, 1800 lits d'hôpitaux au moins ont été fermés. A Paris où l'épidémie est déclarée la plus intense, les hôpitaux Baujon, Bichat, Val de Grâce sont menacés d'être fermés. Et le Président de la République ose menacer de sanction les personnels hospitaliers (et au-delà dans un second temps) qui refuseront la vaccination obligatoire après le 15 septembre ! L'Union Départementale FO mobilisera s'il le faut si de telles mesures sont prises et continue à exiger l'arrêt des fermetures de lits, des services et d'hôpitaux et la création des postes nécessaires.

De la même façon elle n'accepte pas la remise en cause de la gratuité des tests qui touchera une fois de plus les plus démunis. C'est une remise en cause de la solidarité garantie par la Sécurité Sociale. Mais à l'inverse le président veut diviser et opposer la population en stigmatisant et mettant à l'écart de la vie sociale les personnes non vaccinées. Les nouvelles mesures de restrictions annoncées des prochains jours sont de nouvelles remises en cause des libertés individuelles qui de plus, vont à nouveau impacter le secteur de la culture, des loisirs, de la restauration, du commerce...

Le Président de la République fait de l'autosatisfaction en matière économique mais les chiffres sont là : en un an il y a 267 700 chômeurs de plus toutes catégories (statistiques Pôle Emploi). Malgré cela, il annonce la mise en œuvre dès le 1^{er} octobre de sa réforme de l'assurance chômage qui fera baisser en moyenne de 17 % l'indemnisation des demandeurs d'emplois. Pour FORCE OUVRIERE, c'est l'abandon définitif de cette réforme qui est à l'ordre du jour.

Non, ce ne sont pas les chômeurs qui se sont enrichis de la crise sanitaire mais bien les milliardaires français qui ont vu leur fortune croître de 170 milliards en un an. Ce sont eux les profiteurs !

C'est pour cela que la remise sur le tapis de la réforme des retraites avec départ à 64 ans et destruction des régimes spéciaux est une injustice sociale. Pour l'Union Départementale FORCE OUVRIERE, il s'agit bien d'obtenir l'abandon total de cette réforme comme l'exigent ensemble les confédérations FO et CGT, avec la FSU et Solidaires et une nouvelle réunion intersyndicale nationale aura lieu le 30 août.

Le Président a annoncé des concertations mais qu'y a-t-il à discuter ? Les décisions sont déjà annoncées et prises. Nos mandats syndicaux sont définis également.

Dès maintenant, l'Union Départementale appelle ses syndicats à renforcer l'information, les réunions et les décisions d'action avec les salariés pour leurs revendications.

Retraites, assurance chômage, libertés, salaires, hôpital, services publics : l'heure est bien à la préparation du rapport de forces interprofessionnel et à la grève pour faire renoncer le gouvernement à ses mauvais coups.